

# LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 19 AVRIL 2017

## SOMMAIRE

- 1) Il sabote sa campagne...
- 2) Pour une politique à la hauteur
- 3) Elle s'enfoncé
- 4) La face cachée de MLP
- 5) Un train peut en cacher un autre : travailler plus pour gagner plus...



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Comment Benoît Hamon a saboté sa campagne de l'intérieur



Dans cette campagne, Benoît Hamon ne ferait confiance qu'à un carré de ses fidèles. - NICOLAS MESSYASZ/SIPA

Alors que Benoît Hamon et son entourage se plaignent de la "déloyauté" des élus PS qui rallient Emmanuel Macron, un certain nombre de socialistes pointent au contraire le "sectarisme" du candidat à la présidentielle qui se serait lui-même privé de soutiens potentiels. Récit.

C'est à chaque fois la même réaction. Quand ils prennent connaissance du ralliement d'un socialiste en faveur d'Emmanuel Macron, les amis de Benoît Hamon bougonnent devant la "déloyauté" de leurs camarades. "Ils n'ont pas l'habitude de perdre, ils n'ont pas la culture minoritaire", pestait par exemple Michel Pouzol, porte-parole du candidat du Parti socialiste, lundi dernier, au lendemain du ralliement de François Rebsamen au candidat d'En Marche. Et d'ironiser : "Nous, on a l'impression d'avoir fait ce qu'il faut pour rassembler. Mais ils auraient voulu qu'on mène campagne sur leurs positions".

Tel n'est pas l'avis de nombreux élus socialistes. Beaucoup affirment qu'ils auraient bien voulu aider le candidat... mais qu'on les a tenus à l'écart. "On n'est invités nulle part, on ne nous demande rien", s'étrangle un poids lourd de l'Assemblée. Ainsi, de nombreux députés ont appris dans la presse que la caravane du Hamon Tour - un bus vantant les mérites du revenu universel - passait dans leur circonscription. Parmi ces élus laissés pour compte, un des porte-parole du candidat, le hollandais Sébastien Denaja. "Il paraît que je suis un des porte-parole de la campagne. Mais on ne m'a prévenu que dimanche soir de l'existence de cette caravane (lancée le lendemain, ndr.)", s'est indigné le député lors d'une réunion du groupe socialiste, le 4 avril, selon le Canard enchaîné.

**"Au fond, il ne veut travailler qu'avec son réseau de frondeurs"**

Annoncé en grande pompe par Benoît Hamon après la primaire, le conseil politique de campagne, censé donner la parole à toutes les sensibilités du parti, ne s'est réuni qu'une seule fois. Tout un symbole. Pis, devant les sénateurs, Benoît Hamon se serait conduit de manière encore plus maladroite, lors d'une unique réunion organisée au palais du Luxembourg, en février. "Il est venu nous parler 45 minutes, pour nous dire grosso modo que le Sénat ne servait à rien et qu'il fallait envisager de le supprimer. Sans jamais rien nous demander", se souvient Gilbert Roger,

sénateur de Seine-Saint-Denis. "Au fond, il ne veut travailler qu'avec son réseau de frondeurs", affirme ce soutien de Manuel Valls à la primaire.

Une attitude qui a découragé de nombreux élus socialistes, notamment ceux qui appartiennent au "ventre mou" de l'appareil, c'est à dire ni-Hamon, ni-Macron. L'un d'eux, qui a soutenu Manuel Valls lors de la primaire, le confiait dès le début de la campagne du candidat du revenu universel : "Benoît a beau ne pas avoir été mon candidat lors de la primaire, je respecte le choix des électeurs. Et s'il me demande des notes sur les thématiques que je connais, je suis bien sûr à sa disposition. Mais aucun membre de son équipe ne m'a appelé".

En outre, certains ne digèrent toujours pas que le candidat ait mis plus d'énergie à s'attacher le soutien d'un Yannick Jadot - au prix d'un accord électoral jugé déséquilibré par rapport au poids politique d'EELV - qu'à réunir sa propre famille politique. Un vallsiste de la première heure cogne lourdement : "C'est une grave erreur d'avoir passé trois semaines à courir derrière EELV au lieu de nous parler à nous. S'il voulait diviser les socialistes, il n'aurait pas mieux fait. Ça va laisser des traces".

*Si Benoît Hamon me demande des notes, je suis bien sûr à sa disposition. Mais aucun membre de son équipe ne m'a appelé.*

## **Fonctionnement "clanique"**

Cette impression parcourt jusqu'à certains membres de l'équipe de campagne, intégrés dans l'organigramme, mais "doublés", selon les dires de plusieurs d'entre eux, par des amis de Benoît Hamon. Beaucoup décrivent un candidat au fonctionnement "clanique", recroquevillé sur "une petite bande". Pour un membre de l'équipe de campagne - à qui on ne demande pas grand chose - les trahisons venues des rangs vallsistes et hollandais auraient poussé Benoît Hamon à ne faire confiance qu'à quelques fidèles : "Les trahisons exacerbent la paranoïa, c'est humain".

Selon un dirigeant du PS, un certain "esprit de revanche" animerait également l'entourage de Benoît Hamon, après son triomphe inattendu en janvier : "Après avoir végété dans l'opposition interne pendant 4 ans et demi, ils ont eu le sentiment d'une consécration, il se sont dit 'ça y est, on nous donne enfin raison'. D'où un certain mépris pour le reste du PS".



En témoigne la fierté avec laquelle un des soutiens de Benoît Hamon raconte les réunions en présence de l'encore patron du PS : "C'est un plaisir de voir Benoît présider la réunion avec Jean-Christophe Cambadélis qui doit lever la main pour demander la parole et attendre sagement son tour." Une délectation presque perverse bien loin de l'esprit de rassemblement. A Solférino, bruisse déjà la rumeur selon laquelle le véritable objectif de Hamon est moins la présidentielle que le contrôle du PS après 2017...



par Étienne Girard @girard\_etienne  
Journaliste politique



Bruno Rieth @b\_rieth  
Journaliste, enquête et politique

*"Tu n'as rien compris à la politique"*

Même les ralliés de la primaire seraient mal considérés. Un ex-soutien d'Arnaud Montebourg raconte avoir participé à une seule réunion avec l'entourage de Benoît Hamon, pour parler économie. Après avoir avancé quelques idées, il s'est entendu répondre par un proche du candidat : "Tu n'as rien compris à la politique. On n'en a rien à cirer de la macro, les gens ne votent pas sur ça". Un autre parlementaire ami regrette de n'avoir obtenu aucune réponse à ses nombreux messages adressés au député des Yvelines : "Je lui ai envoyé plusieurs textos ces dernières semaines pour lui donner des conseils stratégiques. Il ne m'a jamais répondu ».

### Montebourg froissé

Quant à Montebourg lui-même, plusieurs de ses amis expliquent qu'il a peu apprécié les manières du vainqueur de la primaire, qui lui a demandé de l'accompagner au Creusot, en Saône-et-Loire, pour une rencontre avec le personnel d'une filiale d'Areva, alors que les deux hommes sont en désaccord sur le nucléaire. Résultat, l'ancien ministre du redressement productif est arrivé en retard, avant de quitter les lieux tout seul pour se réfugier dans sa voiture, non sans avoir expliqué auparavant à quelques journalistes que lui aurait fait une meilleure campagne...

Un membre du bureau national du PS, qui continue à mener campagne, considère qu'en se comportant ainsi, Benoît Hamon a fait l'erreur de donner un prétexte de départ aux élus hostiles : "Il n'a fait aucun effort, et certains élus exaspérés par les frondeurs n'attendaient que ça pour basculer chez Macron". Conclusion de cet ex-soutien de Vincent Peillon : "Trahi de toute part, Hamon est dans une nasse, il n'en sortira pas". Cette campagne pourrait signer la fin du grand parti d'Épinay. Des socialistes de tous bords s'y préparent.

marianne.net



## II) Pour une politique économique sérieuse et à la hauteur des enjeux, votons Mélenchon



Jean-Luc Mélenchon sur la "Péniche Insoumise", lundi à Paris. Photo Boris Allin. Hans Lucas pour Libération

Par Un collectif d'universitaires

**Plus d'une centaine d'économistes de dix-sept pays à travers le monde appellent les citoyens à se prononcer, dimanche, pour le candidat de La France insoumise.**

Alors que la France n'est toujours pas sortie de la stagnation économique qui fait suite à la crise de 2007-2008, Emmanuel Macron et François Fillon veulent poursuivre et intensifier les politiques de coupes dans les dépenses publiques, de démantèlement de l'Etat social et du droit du travail, menées sans relâche par les gouvernements précédents. Ces politiques ne servent que les plus riches. Elles ne conduisent qu'à plonger le pays dans le cercle vicieux du chômage et de la précarité, terreau de la montée du FN dont le faux vernis social peine à cacher la nature profondément raciste et xénophobe et l'incohérence des propositions économiques.

A l'inverse, les solutions proposées par Jean-Luc Mélenchon sont, à nos yeux, les seules capables de répondre aux cinq urgences majeures de notre temps. Elles forment un cadre cohérent et rigoureusement chiffré qui tient compte des équilibres budgétaires, non pas en se lançant dans une course à l'austérité, mais en proposant un programme économique précis et ambitieux reposant sur une plus grande justice fiscale, une politique d'investissement et une émancipation vis-à-vis des marchés financiers.

### **Correctement proportionné**

La première urgence consiste à faire baisser le chômage, qui s'élève aujourd'hui à 10% de la population active et à 25% chez les jeunes actifs. A cet égard, il faut dégager des marges de manœuvre en mettant fin à une dépense inutile et préjudiciable pour la collectivité : la dépense fiscale. Le pacte de responsabilité et le CICE, qui coûteront 41 milliards d'euros aux contribuables en 2017, sont totalement inefficaces en matière d'emploi. En situation d'insuffisance de la demande en France et en Europe, et face au sous-investissement chronique pendant le quinquennat Hollande, l'urgence est à une ambitieuse politique de relance pour stimuler l'activité.

Sur ce point, le plan d'investissement de 100 milliards d'euros sur cinq ans proposé par Jean-Luc Mélenchon est correctement proportionné. Il focalise à raison la dépense sur des secteurs essentiels à fort coefficient multiplicateur (transition énergétique, infrastructures scolaires, transports publics, santé, etc.) et qui ne sont pas ou peu soumis à la concurrence internationale ; ces critères garantissent son efficacité comme son financement, conformément aux préconisations d'un récent rapport sur ce thème (Xavier Ragot et Francesco Saraceno dir., «Investissement public, capital public et croissance», 2016, OFCE).

Pour sortir de l'austérité budgétaire et salariale, des mesures comme la revalorisation du Smic, des retraites ou des minima sociaux, ainsi qu'une véritable politique d'égalité salariale femmes-hommes, sont également plus que nécessaires. Combinée à un ambitieux plan de réduction du temps de travail (sixième semaine de congés payés, application effective des 35 heures, limitation du temps partiel imposé...), la politique d'employeur en dernier ressort de l'Etat et des collectivités publiques proposera une formation et un emploi de qualité à haute valeur ajoutée sociale (construction d'infrastructures, travail avec les associations à but non lucratif, contribution à la transition écologique...) à toute personne voulant et étant capable de travailler : les chômeurs, les personnes qui ont abandonné la recherche d'emploi, les personnes insatisfaites de leur activité à temps partiel, etc.

En agitant le chiffon rouge de l'augmentation des dépenses, les détracteurs de Jean-Luc Mélenchon omettent de nous dire que les nouvelles coupes qu'ils entendent effectuer se traduiront par une nouvelle hausse du chômage et une dégradation des services publics. En engageant un plan de relance que la France et l'UE auraient dû initier depuis longtemps, les rentrées fiscales générées feront au contraire baisser l'endettement public, nous permettant ainsi sortir du piège mortifère de la dette engendrée par les politiques d'austérité.  
Révolution fiscale précise et cohérente

La deuxième urgence à laquelle la France doit répondre consiste à enrayer le creusement des inégalités qui intervient depuis les années 90, à mettre fin à l'augmentation vertigineuse des patrimoines des plus riches et à remédier à l'injustice de notre système fiscal. Les inégalités affectent les ménages aussi bien que les entreprises, dont la taxation effective est beaucoup plus élevée pour les PME que pour les grands groupes. Une société plus égalitaire est plus heureuse et plus démocratique. A ce sujet, le programme porté par Jean-Luc Mélenchon prévoit une révolution fiscale précise et cohérente, tant pour les ménages (meilleure progressivité de l'impôt sur le revenu grâce à l'augmentation du nombre de tranches, de cinq à quatorze) que pour les entreprises (baisse de l'impôt sur les sociétés à 25% pour toutes les entreprises, couplée à l'abrogation de nombreuses niches fiscales), ainsi qu'un relèvement de l'imposition du capital. Seule une telle refonte du système fiscal corrigera les phénomènes de rente et la captation des richesses par une minorité, toujours plus restreinte, de privilégiés.



La troisième urgence est industrielle. Il s'agit de combattre la financiarisation de l'économie qui a causé des dommages importants à notre tissu productif et, partant, au secteur tertiaire, souvent dépendant des industries. Pour que nos industries puissent monter en gamme, la dotation et les missions de la Banque publique d'investissement devront être étendues. L'octroi des crédits et les prises de participation doivent sortir de la stricte logique de la rentabilité financière pour privilégier une vision à long terme. Le contrôle du système bancaire français par la Banque de France doit être renforcé et la séparation des banques d'affaires et de dépôt doit être appliquée sans tarder. Les mouvements de capitaux spéculatifs doivent être contrôlés pour que la spéculation cesse de nuire à l'investissement.

L'entreprise doit être refondée et doit avoir comme finalité de produire des biens et des services dans l'intérêt commun de l'ensemble des parties prenantes et non des seuls actionnaires et propriétaires. Le fait de donner à l'entreprise un autre objectif que le seul profit permet de remettre en question la notion, non fondée en droit, de «propriété de l'entreprise», et de faire en sorte que le pouvoir d'entreprendre ne provienne plus de la seule propriété des capitaux. Dans un premier temps, cela passera par l'extension des droits des salariés : droit de veto suspensif du comité d'entreprise sur les procédures de réorganisation et de restructuration ; véritable droit de préemption des salariés en cas de fermeture ou de vente de l'entreprise par les actionnaires.

### **Convaincante stratégie de désobéissance**

Face à l'urgence environnementale et climatique (voir le cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat de novembre 2014), notre pays doit se donner les moyens de mener une transition écologique crédible et de grande envergure. Une telle bifurcation de notre modèle de production doit nécessairement être amorcée par l'investissement public et requiert une consommation de meilleure qualité. Elle implique de rompre avec la logique financière court-termiste des trois dernières décennies, qui détruit des emplois, brise des millions de vies et contribue à détériorer l'environnement. A cet égard, la planification écologique proposée par Jean-Luc Mélenchon, adossée à la réorientation du crédit et à la constitution d'un pôle public bancaire, est essentielle. Elle améliorera la santé de l'ensemble de la population en augmentant la qualité des biens nécessaires. Dans cette optique, des mesures

comme le 100% bio dans les cantines ou la priorité accordée au local sont emblématiques.

Enfin, il est urgent de transformer en profondeur l'absurde édifice des traités européens, qui dépossède les Etats de leurs leviers de politique macroéconomique, les accule à une course au moins-disant social et écologique et à une régression sans fin. Le carcan des traités actuels interdit toute politique de relance et toute politique industrielle, pourtant plus indispensables que jamais pour faire face aux urgences économique, sociale et écologique. La monnaie unique, incomplète, impose aux Etats des ajustements de compétitivité très douloureux sur les plans social et économique.

En Europe, seul l'établissement d'un rapport de force crédible peut permettre d'obtenir une réforme d'ampleur de l'Union économique et monétaire qui garantisse enfin le progrès social et la convergence par le haut pour les peuples européens. Jean-Luc Mélenchon assume sur ce point une convaincante stratégie de désobéissance et de dissuasion. En France, son gouvernement prendra toutes les mesures unilatérales nécessaires à la mise en œuvre de son programme, en s'affranchissant autant que nécessaire de l'application stricte des traités. L'édifice institutionnel européen pourra alors être refondé, et l'euro complété afin de garantir une convergence réelle entre les économies. A défaut, et pour éviter un effondrement à venir, il faudra oser sortir de l'euro pour mieux sauver l'Europe.

En répondant aux cinq urgences économiques majeures de notre temps, le programme économique de Jean-Luc Mélenchon nous donne aujourd'hui l'occasion historique de prouver qu'il y a des alternatives sérieuses, crédibles et désirables aux politiques absurdes menées avec acharnement lors des dernières décennies. Ce programme se réalisera dans le cadre d'une révolution démocratique, soutenue par la mise en place d'une assemblée constituante. Notre pays a aujourd'hui l'opportunité unique de renverser la logique mortifère qui mène l'Europe à l'implosion et de redonner un sens et du souffle au projet européen. Saisissons-la !

*Parmi les premiers signataires :*

Abecassis Philippe (Université Paris-XIII)

Alary Pierre (Université Lille-I)

Aldred Jonathan (University of Cambridge)

Alonso Gallo Nuria (Universidad Rey-Juan-Carlos, Madrid)

Altzinger Wilfried (University of Economics and Business, Vienna)

Amable Bruno (Université Paris-I)

Appelqvist Orjan (University of Stockholm)

Assous Michael (Université Paris-I)

Auvray Tristan (Université Paris-XIII)

Bachet Daniel (Université d'Evry)

Baron Olivier (Université de Bordeaux)

Bastos Pedro Paulo Zahluth (Universidade de Campinas)

Batifoulier Philippe (Université Paris-XIII)

Bédu Nicolas (Université d'Artois)

Bénicourt Emmanuelle (Université de Picardie)

Berr Eric (Université de Bordeaux)

Berrou Jean-Philippe (Sciences-Po Bordeaux)

Bhaduri Amit (Università di Pavia)

Bousseynol Marc (Sciences-Po)

Bruyère Mireille (Université Toulouse-II)

Carvalho Laura (Université de São Paulo)

Cayla David (Université d'Angers)

Chang Ha-Joon (University of Cambridge)

Clévenot Mickaël (Université de Bourgogne)

Concialdi Pierre

Cordonnier Laurent (Université Lille-I)

Coris Marie (Université de Bordeaux)

Da Silva Nicolas (Université Paris-XIII)

Dallery Thomas (Université du Littoral)

De Conti Bruno (Universidade de Campinas)

Dellemotte Jean (Université Paris-I)

Demirovic Alex (Goethe University, Frankfurt am Main)

Dimsky Gary (Leeds University Business School)

Diop Amadou Makhourédia (Université de Thiès, Sénégal)

Domin Jean-Paul (Université de Reims)

Dörre Klaus (Friedrich Schiller University, Jena)

Douai Ali (Université de Nice)

Durand Cédric (Université Paris-XIII)

Dutt Amitava (University of Notre Dame, USA et FLACSO, Equateur)

Ehnts Dirk (Technical University Chemnitz)

Voir la suite : [http://www.liberation.fr/elections-presidentielle-legislatives-2017/2017/04/18/pour-une-politique-economique-serieuse-et-a-la-hauteur-des-enjeux-votons-melenchon\\_1563456](http://www.liberation.fr/elections-presidentielle-legislatives-2017/2017/04/18/pour-une-politique-economique-serieuse-et-a-la-hauteur-des-enjeux-votons-melenchon_1563456)



### III) Sondage présidentielle : Le Pen, la glissade continue

Paris Match | Adrien Gaboulaud



Marine Le Pen le 30 mars lors d'une visite dans une exploitation agricole de Pordic, dans les Côtes-d'Armor. LOIC VENANCE / AFP

**Selon la dernière vague de notre sondage quotidien «La Présidentielle en temps réel», Marine Le Pen perd encore un demi point, nouveau recul dans une série entamée il y a deux semaines.**

La période n'est pas favorable à Marine Le Pen. Depuis le 3 avril, elle n'a pas connu de remontée dans les intentions de vote. Alors qu'elle a atteint jusqu'à 27% d'intentions de vote, avec 2,5 points d'avance sur son premier rival, Emmanuel Macron, la candidate d'extrême droite est désormais enfermée dans le match à quatre qui se dessine, à six jours seulement du premier tour.

Ce lundi, selon le sondage quotidien Ifop-Fiducial pour Paris Match, CNews et Sud-Radio, elle perd encore un demi-point à 22,5% d'intentions de vote, alors qu'Emmanuel Macron gagne un demi-point à 23%. En deux semaines, la présidente du Front national a perdu trois points. Derrière, François Fillon et Jean-Luc Mélenchon gagnent tous deux un demi point, à 19,5% d'intentions de vote. Benoît Hamon, lui, perd encore du terrain,



avec 7,5% d'intentions de vote (-0,5).

## Un tiers des sondés croient à la victoire de Macron

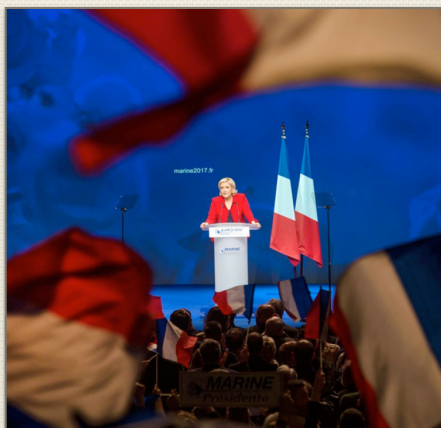
L'incertitude quant à l'ordre d'arrivée des quatre favoris est maximale. Avec une marge d'erreur d'environ 1,5 point, Macron, Le Pen, Fillon et Mélenchon sont au coude-à-coude. Le doute progresse quant à l'issue de cette élection présidentielle. Un tiers des sondés juge que c'est Emmanuel Macron qui va l'emporter, alors qu'ils étaient 41% au 31 mars. En matière de pronostic de victoire, Fillon et Le Pen font jeu égal, avec 15% des sondés. Fait notable : le décollage de Jean-Luc Mélenchon. Alors qu'au 31 mars, seuls 6% des sondés envisageaient sa victoire, ils sont désormais le double, soit 12%.

[parismatch.com](http://parismatch.com)



[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

## IV) Entre les lignes : ce qui se cache derrière le "moratoire" de Marine Le Pen sur l'immigration



Marine Le Pen, lundi 17 avril au Zénith à Paris (CHAMUSSY/SIPA)



Baptiste Legrand

**L**a proposition est sortie de son chapeau lundi soir, dans la dernière ligne droite de la campagne. En meeting au Zénith de Paris, Marine Le Pen a annoncé que si elle était élue présidente de la République, elle déciderait "un moratoire sur toute l'immigration légale". Puis, mardi matin, elle a précisé ses intentions sur RTL. Explications.

Marine Le Pen, lundi, au Zénith : "**Je déciderai d'un moratoire sur toute l'immigration légale** pour arrêter ce délire, cette situation incontrôlée qui nous entraîne vers le fond."

(Marine Le Pen parle bien ici de l'immigration légale : migrations familiales et économiques, étudiants, demandeurs d'asile, principalement. Autant de cas différents qui sont encadrés par la loi. Et la loi s'imposera au nouveau président de la République, quel qu'il soit. A moins de la changer. Mais cela prendrait du temps, et Marine Le Pen inscrit plutôt son "moratoire" dans une démarche d'urgence.

"Un moratoire, ce n'est tout simplement pas possible", explique Serge Slama, maître de conférences en droit public à l'université Paris-Nanterre et spécialiste de l'immigration. "Marine Le Pen pourrait donner des instructions aux autorités consulaires, mais elle ne pourrait pas violer la loi." Par exemple, si le gouvernement prend un décret, les associations de défense des droits de l'Homme ne manqueraient pas de saisir le Conseil d'Etat, qui vérifierait sa légalité.)

"Un moratoire pour faire le point de la situation avant de mettre en place **de nouvelles règles et une nouvelle régulation** beaucoup plus drastiques (...)."

(Jusqu'à présent, Marine Le Pen évoquait dans son programme un objectif : "réduire l'immigration légale à un solde annuel de 10.000". Sa proposition de moratoire marque un durcissement, une surenchère de dernière minute, à quelques jours du premier tour de la présidentielle. C'est le signe d'une inquiétude. Alors que l'écart se resserre entre les principaux candidats et que la qualification au second tour n'est pas acquise, Marine Le Pen veut mobiliser sa base électorale la plus droitrière.)

"**Pour les réfugiés**, nous mettrons en place des solutions locales avec des camps humanitaires protégés, mais chez eux."

(Des camps humanitaires existent déjà dans les pays limitrophes de la Syrie. 4,6 millions de Syriens vivent en Turquie, en Jordanie, au Liban. Ces camps n'ont pas dissuadé des centaines de milliers de personnes de chercher un avenir en Europe.)

Turquie, Liban, Europe... Où vont les réfugiés syriens ?

Sur le plan juridique, le droit d'asile est consacré par la Constitution française, dans le préambule de 1946, mais aussi par la Cour européenne des Droits de l'Homme. Marine Le Pen ne pourra donc pas s'en affranchir.)

**Marine Le Pen a précisé sa pensée, mardi matin, sur RTL :**

"Je ferai un moratoire dans l'attente de la mise en œuvre de ces mesures qui vont permettre d'obtenir ce solde de 10.000. C'est un moratoire sur les visas longue durée qui va durer quelques semaines et permettre de **savoir où on en est.**"

(Les visas sont nécessaires à l'activité des entreprises, par exemple pour faire venir un ingénieur américain.)

Et où on en est ? Le solde migratoire est la différence entre le nombre de personnes qui arrivent en France et ceux qui en partent. Côté arrivées, il y a eu 217.533 délivrances de nouveaux titres de séjour en 2015, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. L'estimation, pour 2016, est de 227.550 hommes et femmes.

Mais le nombre total d'arrivées est supérieur, car les Français qui rentrent au pays et les travailleurs de l'Union européenne n'ont pas besoin de titre de séjour. Elles représentent 332.000 personnes en 2013, selon l'Insee. Et dans l'autre sens, 299.000 personnes ont quitté la France. La différence représente **un solde migratoire de 33.000 personnes**. Il était de 112.000 en 2006. Réduire le solde migratoire à 10.000 personnes, comme le veut Marine Le Pen, n'est donc pas impossible, même si la législation a déjà été durcie à plusieurs reprises.

L'Insee relève aussi que sur 332.000 personnes arrivant en France, 70% sont des immigrés. Les 30% restants ? Des retours de personnes nées en France ou des arrivées de Français nés à

l'étranger.

Quant aux 299.000 qui quittent la France, 70% sont des personnes nées en France, 30% sont immigrés - étudiants étrangers qui repartent à la fin de leurs études, salariés en fin de contrat, retraités qui rentrent au pays pour leurs vieux jours, précise l'Insee.)

"Il ne s'agit pas de faire un moratoire sur **les visas touristiques**. D'ailleurs, on exclura également **les étudiants qui sont là et demandent leur visa** pour l'année suivante."

(Il y a entre 15 et 20% d'étudiants étrangers dans les universités françaises, indique Serge Slama. Ils étaient 270.000 en 2012. "Ils contribuent au rayonnement culturel de la France et à l'attractivité de nos universités", souligne le chercheur. "Il serait absurde de chercher à réduire le nombre de ces étudiants.")

"Pendant quelques semaines, il va falloir que nous fassions un bilan, parce que la réalité, c'est que l'immigration est massive dans notre pays et **la submersion migratoire que nous vivons n'est pas un fantasme, c'est le secret peut-être le mieux gardé** de la mondialisation, c'est son principe, c'est son moteur."

(Le secret est si bien gardé que l'Insee communique des chiffres précis. Au 1er janvier 2014, 8,9% de la population française est immigrée - hors Mayotte. Attention, un immigrant n'est pas un étranger, mais une personne née hors de France, même de nationalité française. Le nombre d'étrangers est un peu inférieur : 4,2 millions de personnes, soit 6,4% de la population. La France compte au total 65,8 millions d'habitants.)

Le nombre de nouveaux migrants tend à se réduire. Entre 2006 et 2014, sur huit années, le solde migratoire est de 400.000 personnes. C'est nettement moins que le solde naturel - la différences entre les décès et les naissances - qui représente 2,2 millions de personnes en huit ans.)

"**C'est un sujet dont aucun autre candidat n'a parlé.**"

(Marine Le Pen se pose en championne de la lutte contre l'immigration. Pourtant, elle n'est pas la seule des candidats à en parler. François Fillon et Nicolas Dupont-Aignan souhaitent que le Parlement vote des quotas. Emmanuel Macron veut surtout faire venir les "talents". Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon insistent sur la



nécessité de traiter les causes de l'immigration.)

Présidentielle 2017 : on a comparé les programmes

**"C'est 230.000 titres d'immigrés légaux qui entrent dans notre pays chaque année, sans compter les clandestins."**

(Ce chiffre est exact, comme nous l'avons dit plus haut. Quant au nombre de clandestins, il est par nature difficile à évaluer. "On ne connaît pas le solde annuel de nouveaux immigrants sans-papiers", indique Serge Slama. "Mais le nombre de bénéficiaires de l'aide médicale d'Etat est un indicateur. On estime qu'il y a une population d'environ 400.000 sans-papiers en France, avec, chaque année, entre 20 et 30.000 personnes expulsés, et un nombre équivalent qui entre sur le territoire.")

**"On voit bien que le nombre de cas de regroupement familial a été considérable."**

(L'immigration familiale représente 93.714 personnes en 2013, 92.326 en 2014, 89.488 en 2015, selon le ministère de l'Intérieur. Un chiffre relativement stable. Dans le détail, plus de la moitié (50.000) sont des conjoints ou des enfants de Français. "Sauf à violer la Constitution, je n'imagine pas que Marine Le Pen veuille interdire à un Français de vivre en famille", relève Serge Slama, "et d'ailleurs, l'un des dirigeants du Front national, Bruno Gollnisch, est marié à une Japonaise".

Le regroupement familial, contre lequel le Front national s'élève si souvent, n'est donc pas une source d'immigration considérable. Il ne concerne que les conjoints et enfants d'étrangers vivants en France, hors citoyens européens. Il est encadré par des conditions légales et financières. Il représente seulement 11 à 12.000 personnes par an.)

Baptiste Legrand



Baptiste Legrand Journaliste

[tempsreel.nouvelobs.com](http://tempsreel.nouvelobs.com)

## V) Macron à Rungis: "on peut faire travailler plus en gagnant davantage"

**Emmanuel Macron, venu tôt mardi à l'immense marché de Rungis (Val-de-Marne) près de Paris, a estimé qu'"on peut faire travailler..."**



Par AFP  
@afpfr

Emmanuel Macron, venu tôt mardi à l'immense marché de Rungis (Val-de-Marne) près de Paris, a estimé qu'"on peut faire travailler plus en gagnant davantage", un slogan proche de celui de Nicolas Sarkozy en 2007.

"Moi je l'ai dit, je veux être le candidat du travail, je veux être demain le président du travail, remettre le travail à l'honneur, encourager celles et ceux qui travaillent au quotidien", a déclaré l'ancien ministre de l'Economie, déjà venu trois fois rendre visite au "ventre de Paris" lorsqu'il était à Bercy.

Arrivé à 06H00 du matin à Rungis, à six jours du premier tour, le candidat d'En Marche! à la présidentielle s'est rendu dans l'emblématique pavillon de la triperie, dont les têtes de veaux sont devenues un passage obligé pour nombre de politiques.

Bien accueilli, M. Macron a échangé avec des petits patrons bouchers, qui lui ont souvent parlé de leurs difficultés d'embauche malgré des "bons salaires", ou avec des employés sur leurs conditions de travail, souvent de nuit, et dans le froid des entrepôts des grossistes.

"Quand on récompense le travail, qu'on simplifie, qu'on baisse les charges, on permet aux gens par leur travail de devenir ce qu'ils n'étaient pas", a-t-il fait valoir, avant de poursuivre sa tournée électorale aux viandes et aux fruits et légumes.

"C'est un endroit où je pense que les idées que je porte sont comprises et entendues", a jugé le candidat, qui a choisi de s'afficher dans le monde

du travail à quelques jours du premier tour.

Un peu plus tard lors de sa visite, M. Macron a jugé que "les gens de gauche, ils empêchent de créer des emplois, les gens de droite, ils font qu'on va travailler plus en gagnant moins".

"Je pense qu'on peut faire travailler plus en gagnant davantage", a-t-il estimé, reprenant un slogan proche de celui de " Nicolas Sarkozy en 2007, "travailler plus pour gagner plus".

"Je pense qu'il faut qu'on sorte de ce dilemme français totalement ridicule où d'un côté, il y aurait les gens qui aiment les entreprises et qui disent qu'il faut faire des mini-jobs, il faut moins payer les gens etc. Et de l'autre côté, les gens qui protégeraient les salariés en bloquant la capacité à créer des emplois", a-t-il résumé.

Mardi après-midi, il doit rendre visite à une usine de l'opticien Krys dans les Yvelines.



[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)



**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**